

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich  
gssa@gssa.ch

**GSsA**

**GSsA Journal N° 125**  
Novembre 2020

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

**Initiative contre le commerce de guerre :**  
Partout dans le monde, se déroulent des guerres et des conflits armés. Le commerce de la mort est florissant. L'initiative contre le commerce de guerre vise à mettre fin à la participation de la Suisse à ces affaires sinistres. PAGE 4



© Klaus Petrus

**Ces milliards suisses qui détruisent des existences :**  
Pas moins de 15,3 milliards de dollars US issus des institutions financières suisses parviennent à l'industrie internationale de l'armement. PAGE 5

**Turbulenzen de Sepp Moser:**  
Ce livre montre à quel point les acquisitions de nouveaux avions de combat ont été sujettes à des pannes et à la corruption dès les années 1960. Une recension de Josef Lang. PAGE 7

# CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE SUISSE !



**OUI À L'INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE**  
VOTATION DU 29 NOVEMBRE 2020



Chère lectrice, cher lecteur

8681 voix d'écart... Ce n'est qu'au bout d'un long suspense et sur le fil que la population a accepté l'achat de nouveaux avions de combat. Vous trouverez notre bilan de campagne en page 4 ainsi qu'une critique d'un livre au sujet des avions de combat en page 8.

Suite à la campagne sur les avions de combat, nous avons à peine eu le temps de souffler. En effet, nous avons presque aussitôt lancé la campagne en faveur de l'initiative contre le commerce de guerre, en votation le 29 novembre. En page 2, nous reviendrons sur notre action de lancement de campagne et sur le déroulement de notre campagne sur le terrain. En pages 4 et 5, nous aborderons certains aspects importants de l'initiative, présenterons les chiffres-clés du commerce de guerre suisse et déconstruirons les arguments de nos adversaires.

Nos activités ne se limitent toutefois pas à nos campagnes de votation. Nous reviendrons en page 3 sur notre victoire surprise face au durcissement des conditions d'accès au service civil ainsi que sur notre assemblée générale, qui s'est tenue il y a quelques semaines (p.2). En page 7, nous aborderons la question des exportations de matériel de guerre et de l'initiative correctrice. Notre regard se portera ensuite à l'international, en page 8, où nous nous pencherons sur la politique de sécurité européenne.

Finalement viendra le temps des adieux, avec le départ de Lewin du secrétariat de Zurich. Mais qui dit départ dit aussi arrivée : vous découvrirez la personne qui le remplacera en page 9.

Nous vous souhaitons bonne lecture,  
Thomas Bruchez et l'équipe de rédaction.

*PS : N'oubliez pas de voter OUI à l'initiative contre le commerce de guerre. Comme la votation sur les avions de combat l'a montré, chaque voix compte !*

#### Impressum

**Rédaction :** Aline Bressoud (ab), Thomas Bruchez (tb, responsable), Michael Christen (mc), Nicolas Félix (nf), Adi Feller (af), Magdalena Küng (mk), Nadia Kuhn (nk), Josef Lang (jl), Moritz Lange (ml), Lewin Lempert (ll), Oger (og), Martin Parpan (mp), Kishor Paul (kp), Laura Riget (lr), Judith Schmid (js, responsable), Tobia Schnebli (ts), Andreas Weibel (aw)

**Abonnement :** 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an** **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili | **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## DERNIÈRE LIGNE DROITE POUR L'INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE

**Pour la première fois de son histoire, l'assemblée générale du GSsA – qui s'est tenue le 25 octobre – n'a pas eu lieu au restaurant Kreuz à Soleure mais en ligne, en raison de la situation sanitaire. Ensemble, nous avons passé en revue cette année mouvementée et nous sommes mobilisé-e-s pour la dernière phase de la campagne pour l'initiative contre le commerce de guerre.**

Un mois après la votation sur les avions de combat, le résultat serré de ce scrutin – avec un écart de 8670 voix seulement – était bien entendu un sujet de vifs débats parmi les participant-e-s. Cependant, c'est la campagne de votation actuelle qui constituait le thème central de notre rencontre. Ainsi, nous avons présenté les enjeux de l'initiative et la campagne en sa faveur. Nous avons ensuite dit au revoir à Lewin Lempert et accueilli Jonas Kampus au sein du secrétariat. Finalement, nous avons dressé le bilan de cette année et célébré nos victoires, grandes comme petites.

#### Le passé

Malgré le très petit OUI du peuple à l'achat de nouveaux avions de combat, le GSsA peut être fier de toutes les voix qui se sont opposées à cette acquisition. En fin de compte, le résultat relevait plutôt du hasard. Le service civil n'aura même pas dû faire l'objet d'une votation, étant donné que le Conseil national s'est prononcé juste à temps contre le durcissement des conditions d'accès au service civil. Le GSsA a ainsi pu renoncer à un référendum. La phase de consultation pour l'initiative correctrice révèle également une tendance positive puisque de nom-

breux partis soutiennent le contre-projet plus strict. Ils montrent ainsi que les exportations d'armes qui violent les droits humains sont inacceptables.

#### L'avenir

Après avoir jeté un regard en arrière, nous avons parlé de l'avenir et de l'initiative contre le commerce de guerre. Nous nous sommes intéressé-e-s en particulier à la mobilisation en faveur de ce projet. Cette année, l'AG a été raccourcie en raison du Covid-19. Toutefois, la plupart d'entre nous étaient d'accord pour dire qu'il était très important d'organiser une assemblée générale ordinaire, même en cette période difficile.

..... KISH PAUL

#### INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE

## UNE CAMPAGNE DE TERRAIN

**Depuis octobre, des centaines de militant-e-s s'activent dans leurs villes, villages et quartiers. Leur but est de distribuer 600'000 flyers jusqu'au 29 novembre, le jour de la votation. Avec l'aide des sections cantonales des Jeunes Vert-e-s, des comités régionaux ont été créés qui s'occupent de la coordination dans les différents cantons.**

Partout en Suisse, des militant-e-s sont en train de distribuer plus de 500'000 flyers pour le OUI à l'initiative contre le commerce de guerre. Que ce soit en petits groupes ou seul-e-s, des membres des Jeunes Vert-e-s, du GSsA, de l'Alliance ou des bénévoles indépendant-e-s sillonnent la Suisse. Cette action est coordonnée grâce à un instrument en ligne qui permet de visualiser l'avancée de l'action sur une carte, de voir quelles régions et quelles zones sont déjà couvertes et de rejoindre un groupe existant.



Outre la distribution des flyers, ces groupes régionaux coordonnent également d'autres actions comme la rédaction de courriers de lecteurs-trices aux médias locaux et nationaux, la rédaction de lettres à leurs voisin-e-s, l'installation de posters résistants aux intempéries et l'organisation de petites actions de rue.

Le tank en origami, symbole de l'initiative et figurant sur les flyers, est également présent sur environ 270 affiches dans toute la Suisse et dans certains cantons sur des panneaux suspendus à des lampadaires ou installés dans des champs.

..... LOUISA BÜHLER

Action de lancement de la campagne en faveur de l'initiative contre le commerce de guerre : Louise Schneider est à nouveau en action sur la Place fédérale. Photo: GSsA

#### ACTION DE LANCEMENT

## L'ARGENT SUISSE TUE !

**La campagne contre les nouveaux avions de combat est à peine terminée que la prochaine votation nous attend déjà. Le 1er octobre, nous avons lancé notre campagne pour l'initiative contre le commerce de guerre avec une action symbolique sur la Place fédérale.**

Cette image a fait le tour du monde : Louise Schneider, militante pacifiste depuis sa plus tendre enfance taguant « L'argent suisse tue » en grandes lettres sur la façade de la BNS. De nombreux médias ont relayé ce message écrit en rouge. Ce même jour, nous lançons notre initiative contre le commerce de guerre dont le but est d'interdire les investissements suisses à hauteur de plusieurs milliards dans des entreprises d'armement dans le monde entier.

Maintenant, trois ans plus tard, la campagne

pour la votation a débuté. Louise Schneider était à nouveau de la partie. Dans la clarté automnale, aux côtés de militant-e-s du GSsA et des Jeunes Vert-e-s, Louise a désinfecté des billets de banque surdimensionnés. Elle a ainsi attiré l'attention sur le « sale rôle » de la Suisse dans le commerce de guerre, qui peut être aussi mortel qu'un virus. Pendant les deux premiers trimestres de 2019, la Banque nationale, qui se trouve de l'autre côté de la Place fédérale, a investi 1,5 milliards de dollars dans des entre-

prises américaines produisant du matériel de guerre. Notons qu'il s'agissait tant de matériel conventionnel que non-conventionnel. Les fondations, les caisses de pension et les assurances versent elles aussi chaque année des milliards à l'industrie internationale de l'armement, dont le chiffre d'affaires est particulièrement élevé en ces temps de crise.

Le but de l'initiative contre le commerce de guerre est d'empêcher ce financement : la maximisation du profit ne devrait pas se faire au détriment de vies humaines. Ainsi, nous voulons une place financière où l'argent investi améliore la vie des gens au lieu de leur nuire. Car Louise a raison : l'argent suisse tue !

..... NADIA KUHN

AVIONS DE COMBAT

## UNE COURTE DÉFAITE SUR LE CHEMIN VERS UNE SUISSE SANS ARMÉE

**En fin d'après-midi du 27 septembre, le résultat est tombé : le peuple a approuvé l'acquisition de nouveaux avions de combat ultra-coûteux. La différence entre le OUI et le NON était de quelques milliers de voix seulement. Même si un tel résultat est décevant, nous pouvons être très fier-e-s de nous : nous avons fait trembler le lobby de l'armement et le DDPS. Le résultat de ce vote marque un tournant dans la politique de sécurité de la Suisse.**

À chaque discussion et à chaque événement sur l'acquisition des avions de combat, une chose était sûre : les représentant-e-s de l'armée et des partis de droite qui faisaient campagne pour les nouveaux avions de combat étaient nerveux. Très nerveux. Ils craignaient que la population ne dise NON aux nouveaux avions le 27 septembre. Au cours de la campagne de votation, les partisan-e-s de l'achat ont essayé de faire de cette campagne un nouveau vote sur l'abolition de l'armée. Ils n'avaient pas entièrement tort : un NON à ce projet de loi aurait signifié un NON à la politique de sécurité menée par l'armée de ces dernières décennies. Bien que le DDPS ait toujours souligné qu'il n'était pas vraiment engagé dans la campagne, il a tout mis en œuvre pour obtenir le résultat qu'il voulait. À plusieurs reprises, il a franchi la ligne rouge et s'est engagé, on ne peut pas le dire autrement, dans la propagande gouvernementale pour ce projet de loi onéreux. Enfin le 27 septembre, le résultat était là : 49,86 % des votant-e-s ont soutenu notre référendum. Le taux de participation était très haut et près de 1,6 million de personnes ont rejeté l'achat de nouveaux avions de combat. En ce dimanche de votations, presque la moitié des électeurs et électrices ont dit oui à une Suisse sans armée de l'air hautement équipée et par conséquent aussi oui à une Suisse qui investit son argent dans la paix et non dans la guerre. Compte tenu du fait que la cheffe du DDPS, Viola Amherd, a déclaré dans des interviews qu'un NON remettrait l'armée en question, le résultat du 27 septembre est une claque retentissante. Car une grande partie de la population – bien au-delà du camp de gauche- a exprimé une forte cri-

tique à l'encontre de l'armée dans les urnes. Ce résultat représente un tournant dans la politique de sécurité suisse et une défaite cuisante pour le Département fédéral de la défense qui ne peut pas et ne doit pas continuer comme avant. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un arrêt immédiat des projets de réarmement de l'armée.

### Le lobby de l'armement sort de l'ombre

C'est seulement suite à cette décision de la population que la folie du lobby de l'armement commence réellement. Dans les prochains mois, les fabricants de nouveaux avions de combat feront tout leur possible pour s'assurer que leur avion de combat soit sélectionné par le Conseil fédéral. La population n'a pas pu se prononcer sur un projet concret, mais seulement sur un chèque en blanc. Au cours de l'histoire, la population a rarement eu à se prononcer sur un référendum en ayant si peu d'informations sur le contenu concret du projet de loi. Un résultat aussi étonnant souligne encore davantage le manque de légitimité de ce projet.

### La lutte continue

Pour le GSsA, une chose est sûre : nous n'abandonnerons pas. Nous suivrons de près le processus d'acquisition qui est maintenant en cours et nous pointerons du doigt toute tentative de corruption, toute magouille ou toute décision peu transparente. Le résultat ayant été très serré, le GSsA envisage le lancement d'une initiative populaire contre un projet concret d'acquisition de nouveaux avions de combat. Si la moitié de la population soutient un référendum du GSsA, cela montre avant tout une

chose : le GSsA continue d'être le moteur de la politique de sécurité et de paix en suisse. La prochaine votation, sur l'initiative contre le commerce de guerre, arrive d'ailleurs tout bientôt. Et une chose est sûre : nous continuerons à nous battre pour une Suisse sans armée. Pour une Suisse qui investit son argent dans la paix et non dans la guerre.

..... LEWIN LEMPERT



L'équipe de campagne au stamm de campagne le 27 septembre 2020. Photo: GSsA

MESSAGE SUR L'ARMÉE

## UN MESSAGE SUR L'ARMÉE HORS DE PRIX

**Malgré la pandémie, la crise économique et le manque de soutien au sein de la population, l'armée a réussi à faire passer par le Parlement une immense liste de commissions pour le plus irréaliste des scénarios**

Le message sur l'armée 2020 est le plus cher de tous les temps. Le DDPS veut jeter plus de 21 milliards par les fenêtres pour les quatre prochaines années. Cette somme comprend d'une part la demande de crédit à hauteur de 1'354'000'000 millions pour le programme d'armement, mais également 6 milliards pour de nouveaux avions de combat, 2 milliards pour des missiles anti-aériens et 7 milliards pour la modernisation des forces terrestres. Le budget de l'armée augmentera de 1,4% afin de financer toutes ces demandes.

Les acquisitions prévues sont orientées vers le plus improbable des scénarios : la guerre. La probabilité que la Suisse soit attaquée par un

pays voisin est à peu près la même que celle d'une attaque depuis l'espace. Or, l'argent semble manquer pour des risques beaucoup plus probables. Les nouveaux chars et les avions de combat ne permettront pas d'arrêter le changement climatique ou les pandémies. Bien au contraire, les chars et les avions de combat contribuent à la pollution de l'atmosphère et leurs coûts sont si élevés qu'il ne reste plus que les applaudissements de la population pour le système de santé et la protection civile de la population. Il est temps que nous nous préparions aux véritables menaces au lieu de gaspiller des milliards pour des scénarios improbables.

..... MORITZ LANGE

SERVICE CIVIL

## UNE VICTOIRE POUR LE SERVICE CIVIL ET LA SUISSE PACIFISTE

**Le GSsA et d'autres organisations étaient déjà prêts à organiser le référendum. Nous n'attendions plus que le vote final au Parlement. Néanmoins, de manière tout à fait inattendue, le Conseil national a heureusement refusé les nombreuses détériorations de la loi sur le service civil.**

Au final, ce fut une défaite massive pour la cheffe du DDPS, Viola Amherd, et pour toute l'armée. En 2019, le Conseil fédéral avait décidé de réduire le nombre d'autorisations pour le service civil de remplacement. Cette révision de la loi sur le service civil représentait une attaque politique claire contre cette alternative à l'armée, car les effectifs de cette dernière n'ont jamais été fondamentalement menacés ces dernières années. Mais ce durcissement des conditions d'accès au service civil servait également à atteindre un autre but : une fois dans l'armée, il faut y rester.

Depuis des décennies, le GSsA s'engage pour un service civil fort comme alternative au service militaire obligatoire. La lutte pour le service civil a été un processus long et difficile. En effet, pendant des décennies, des centaines d'hommes qui ne voulaient pas faire leur service militaire pour des raisons de conscience étaient emprisonnés chaque année. En 1992 enfin, 82 % de la population suisse s'est montrés favorables à l'introduction du service civil. La loi qui a permis la mise en œuvre du service civil est entrée en vigueur quatre ans plus tard. Cela fait de la Suisse l'un des derniers pays

d'Europe à proposer cette alternative. Et jusqu'en 2009, toute personne souhaitant passer au service civil devait se soumettre à un examen de conscience.

Un retour en arrière a ainsi pu être évité pour l'instant. Cependant, la prochaine attaque bourgeoise a déjà été lancée. En effet, à la mi-septembre, le PLR a proposé une motion en faveur d'un « service citoyen ». L'argumentation est la même que lors des attaques contre le service civil : les effectifs de l'armée doivent être assurés, et les femmes devraient elles aussi accomplir ce service à l'avenir, et ce, sous prétexte d'égalité. Pourtant, les femmes doivent déjà endosser beaucoup de charges car, en plus de la formation et du travail, elles doivent souvent assumer un travail de care non rémunéré.

Le fait que les sympathisants de l'armée s'appuient de plus en plus sur la contrainte et, comme récemment lors de la votation sur les avions de combat de luxe sur le réarmement, est une réaction claire au fait que l'armée est de moins en moins acceptée en Suisse. Le GSsA continuera à s'engager pour s'opposer aux idées dépassées de l'armée.

..... KISH PAUL

## INITIATIVE

INITIATIVE

## CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE SUISSE !

**Des guerres et des conflits armés font rage partout dans le monde. Or, un grand nombre d'entre eux sont invisibles dans les médias. Ils ne deviennent visibles que lorsqu'on s'intéresse aux chiffres d'affaires croissants de l'industrie de l'armement : le business de la mort est florissant. L'initiative contre le commerce de guerre veut empêcher la Suisse d'y prendre part.**

En 2019, 75'600 personnes ont perdu la vie dans 152 conflits à travers le monde. Les armes qui sont utilisées dans ces situations sont fabriquées par des entreprises internationales d'armement. Elles sont ensuite vendues directement aux belligérants ou arrivent indirectement dans les zones de conflit. Le volume du commerce de matériel de guerre a augmenté de 2009 à 2013 ainsi que de 2014 à 2018 de 7,8%. Il a ainsi atteint son niveau le plus élevé depuis la fin de la Guerre froide.

Il existe d'innombrables approches pour prévenir les guerres et empêcher l'escalade des conflits. La course à l'armement que l'on observe depuis la fin de la Guerre froide dans le monde entier n'en fait toutefois certainement pas partie. La production et la vente de matériel de guerre augmentent chaque année et tous les pays dépensent toujours plus d'argent pour leurs armées. Ce surplus d'armes est une bombe à retardement : d'une part parce que des conflits peuvent vite devenir armés, d'autre part parce que les dépenses pour les armées et l'armement utilisent les ressources disponibles pour les investissements et les mesures dans le domaine de l'économie, de l'écologie et des problèmes sociaux. La grande gagnante de ce déséquilibre entre politique de sécurité militaire et civile est l'industrie de l'armement. En 2019, par exemple, presque 250 CHF ont été dépensés par personne dans le monde pour les affaires militaires. Cela représente une hausse de 3,6% par rapport à l'année précédente et équivaut à 2,2% du produit intérieur brut global.

### Le rôle de la Suisse

Or, avant de pouvoir produire et livrer des armes à des partis en conflit, l'industrie de l'armement doit être financée. C'est dans cette étape que la Suisse joue un rôle central. En effet, les entreprises d'armement, comme toute autre entreprise, nécessitent des moyens financiers auxquels elles peuvent accéder sur le marché financier sous la forme de capital action, d'emprunts ou de capitaux étrangers de courte durée. La Suisse dispose d'un des plus grands marchés financiers : 27% des actifs transfrontaliers y sont gérés. Environ la moitié de cet argent provient de l'étranger. Le reste appartient à la population suisse ; il s'agit d'une part des fortunes privées, mais également de l'argent venant de la prévoyance professionnelle et privée qui, en passant par les banques, les fonds de prévoyance et les assurances reviennent à l'industrie de l'armement. Prenons un exemple : une caisse de pension qui investit une partie de sa fortune de placement dans des actions à l'étranger en utilisant un modèle standard s'orientant grâce aux indices boursiers internationaux investit inévitablement dans Lockheed Martin, un producteur d'armes atomiques. En effet, celui-ci représente 0,24% du MSCI world, l'un des indices boursiers internationaux les plus répliqués.

L'argent qui revient à l'industrie de l'armement en passant par nos banques, nos caisses de prévoyance et nos assurances nous rend complices de ces entreprises qui profitent des guerres – et souvent, nous ne nous en rendons

pas compte. C'est pourquoi il est essentiel que nous ayons notre mot à dire sur la façon dont notre argent est investi. Par ailleurs, la Suisse, en tant que pays neutre et dépositaire de la Convention de Genève, ne peut pas se permettre de maximiser ses profits aux dépens de vies humaines.

..... NADIA KUHN

Des centaines de drapeaux accrochés aux balcons et fenêtres de la Suisse entière appellent à voter OUI à l'initiative contre le commerce de guerre. Photo: GSsA



### OUI À L'INITIATIVE SUR LES MULTINATIONALES RESPONSABLES

Le 29 novembre, la votation portera sur l'initiative contre le commerce de guerre, mais également sur l'initiative pour des multinationales responsables. Ces deux projets peuvent sembler différents. Cependant, ils ont un grand nombre de points communs, notamment une question centrale : quelles sont les pratiques acceptables pour la place économique et financière suisse ? L'économie peut-elle tout simplement continuer sur sa lancée sans se remettre en question ou la société, c'est à dire nous, doit-elle lui imposer certaines règles qu'elle devra respecter ? Espérons que la population se prononce en faveur de cette deuxième option, en faveur de la paix, de la protection de l'environnement et des droits humains.

INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE

## LES BÉNÉFICES DE LA DURABILITÉ

**1000 francs de plus par personne : voici ce que les caisses de pension auraient pu avoir si elles avaient uniquement investi leur argent de façon durable.**

Tout le monde parle d'investissements durables, et ce depuis longtemps. On entend par « durable » tout ce qui a trait à des placements socialement et éthiquement responsables, ou respectueux de l'environnement. Les acteurs qui proposent ce type de placement excluent régulièrement des entreprises qui ne remplissent pas certains critères ou, au contraire, promeuvent des entreprises et des secteurs durables.

Il existe de nombreuses raisons d'investir durablement. Les investisseurs institutionnels désirent souvent prévenir un effet négatif de leurs investissements sur leur image ou faire en sorte que leurs placements correspondent à leur philosophie d'entreprise. Une autre raison qui pousse souvent à investir de façon durable est le fait que l'argent a du pouvoir et que l'on devrait donc l'utiliser avec un peu de décence. Finalement, les bénéfices que l'on peut réaliser

grâce aux investissements durables constituent une troisième raison pour ce genre de placements.

De plus en plus d'études montrent que les placements durables n'offrent pas des rendements aussi mauvais que l'on pourrait le croire. La différence de performance de deux indices de l'entreprise de services financiers MSCI le montre bien. Le premier est le MSCI World, un indice standard, qui représente l'évolution de la valeur des actions d'entreprises de tailles moyenne et grande dans 23 pays au total et qui recouvrent ainsi 85% de la capitalisation du marché dans chacun de ces pays. Le deuxième est la variante durable du MSCI World, le MSCI SRI. Celui-ci recouvre les mêmes pays, mais se limite à des entreprises dont les ratings en termes de protection de l'environnement, d'engagement social et de gouvernance sont excellents.

Il exclut les entreprises dont les produits auraient des conséquences négatives sur la société ou le climat. En comparant ces deux indices, on observe les choses suivantes : entre juin 2019 et juin 2020, le MSCI World a atteint un rendement de 2,88%. Le MSCI SRI, quant à lui, affichait un rendement de 9,24%. Cette différence impressionnante de 6,36% correspond à une grande somme d'argent. Illustrons cela au moyen d'un calcul hypothétique : le MSCI World devrait représenter à peu près les entreprises dans lesquelles nos caisses de pension ont investi si elles n'ont pas choisi une stratégie d'investissement durable. Au total, les caisses de pension suisses investissent 151,2 mia de francs suisses dans des actions étrangères. Si l'on ajoute à cette somme la différence de rendement (6,36%), on obtient 160,8 milliards, soit la somme qu'auraient obtenue les caisses de pension si elles avaient investi durablement. Cette différence de 9 milliards équivaut à 1000 francs par personne. Avoir 1000 francs de plus dans notre caisse de pension est plutôt une bonne raison de miser sur des placements durables.

..... MAGDALENA KÜNG

ETUDE

# LES MILLIARDS SUISSES QUI ANÉANTISSENT DES EXISTENCES

**15,3 milliards de dollars, c'est le montant total que les institutions financières suisses investissent et prêtent aux producteurs de matériel de guerre, selon une étude de Profundo. Ce chiffre suffit à lui seul à démontrer la nécessité de l'initiative contre le commerce de guerre. Mais l'étude nous donne encore bien plus de raisons de voter OUI à l'initiative. Tour d'horizon.**

Que ce soit par des prêts, des souscriptions ou encore par le placement d'argent dans des fonds dans lesquels figurent des titres de producteurs de matériel de guerres, ce ne sont pas moins de 15,3 milliards de dollars issus des institutions financières suisses qui parviennent à l'industrie internationale de l'armement. Sans surprise, les principales institutions financières participant à ce financement sont l'UBS (6,21 milliards), Crédit Suisse (5,16 milliards) et la Banque nationale suisse (1,96 milliards). Quant aux entreprises bénéficiant de ces milliards, le quatuor de tête est composé de Raytheon, Honeywell, Boeing et Lockheed Martin, soit toutes des entreprises productrices d'armements nucléaires.

L'ampleur de ce financement s'explique clairement lorsqu'on se penche sur la politique d'investissement d'UBS, Crédit Suisse et de la Banque nationale suisse. L'analyse de Profundo porte sur 16 critères précis concernant aussi bien les questions de transparence que l'exclusion des investissements dans les différentes catégories d'armes prohibées au niveau international ou encore l'exclusion des investissements dans les entreprises participant à un commerce d'armes controversé. Le résultat est sans appel :

avec une note de 3,8 sur 10 pour la BNS et une note de 3,1 sur 10 pour UBS et Crédit Suisse, leur politique d'investissement en la matière est considérée comme respectivement « insuffisante » et « hautement insuffisante ».

Il convient ensuite de traiter la question du financement direct. En effet, il ressort de l'étude que le Crédit Suisse et UBS ont accordé des prêts de respectivement 1,4 milliards et 600 millions à des entreprises productrices de matériel de guerre. Jusque-là rien de surprenant. Toutefois, si on regarde les données d'un peu plus près, on s'aperçoit que des entreprises productrices d'armes prohibées au niveau international tels que Raytheon, Boeing ou encore Northrop Grumman figurent dans la liste des bénéficiaires de ces crédits. Or, l'art.8b de la loi sur le matériel de guerre est clair : « Il est interdit de financer directement le développement, la fabrication ou l'acquisition de matériels de guerre prohibés. » précisant ensuite qu'« [e]st considéré comme financement direct au sens de la présente loi l'octroi direct de crédits, de prêts (...) » (art.8b al.2 LFMG).

Rien qu'en regardant les chiffres des investissements suisses dans le domaines de l'armement, les déclarations de Guy Parmelin du type

« il est faux d'arguer que l'interdiction de financement qui existe actuellement dans la loi sur le matériel de guerre est trop faible. », nous donnaient envie de sourire amèrement. Mais de là à penser que cette interdiction extrêmement faible, n'était même pas respectée...

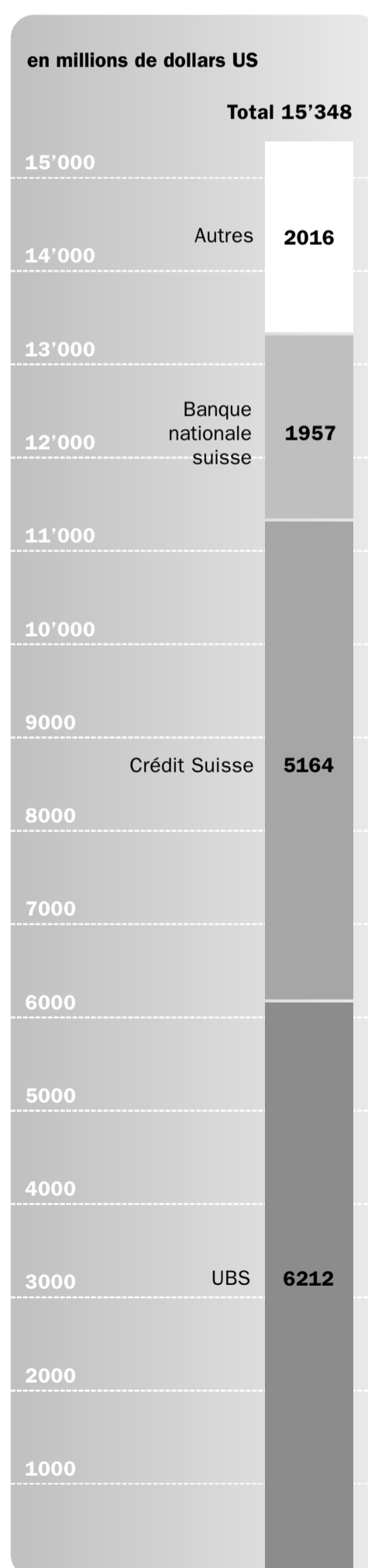
Enfin, il est important de noter qu'aucune des institutions financières suisses analysées dans l'étude n'investit dans les quatre grandes entreprises d'armement suisses : Ruag, Pilatus, Rheinmetall Air Defence et Mowag. On est donc bien loin des discours alarmistes de nos adversaires

qui prédisent – en cas d'acceptation de notre initiative – une catastrophe économique et la mort de ces entreprises, licenciements à la clef.

L'étude de Profundo montre donc – chiffres à l'appui – que : oui, l'argent suisse tue ; non, le cadre légal actuel n'est pas suffisant ; non, cette initiative n'aura pas un impact catastrophique sur l'économie suisse. Bref, autant de raisons de voter et de faire voter OUI à l'initiative contre le commerce de guerre le 29 novembre !

..... THOMAS BRUCHEZ

## FINANCEMENT DES PRODUCTEURS DE MATÉRIEL DE GUERRE PAR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES SUISSES



CE QUE DISENT NOS ADVERSAIRES

## DES ARGUMENTS TIRÉS PAR LES CHEVEUX

« Cette initiative augmente les frais de gestion, impacte négativement les rendements et augmente les risques pour le fonds de compensation AVS, les caisses de pension et la Banque nationale. »

Les frais de gestion supplémentaires restent très limités puisqu'il existe de nombreux prestataires des services financiers qui offrent des fonds excluant déjà les producteurs de matériel de guerre. Il est dès lors possible pour les caisses de pension de rejoindre des fondations ou des associations qui prennent déjà en compte les critères ESG ou d'exclusion de certains investissements. D'autres alternatives sont également possibles car ils existent d'innombrables offres de Screening qui peuvent être utilisées pour constituer un portefeuille sur mesure – et sans armes. De plus, les placements durables permettent aux investisseurs d'améliorer leur profil risque/rendement. Les fonds d'investissement durables donnent ainsi lieu à des rendements à hauteur du marché voire supérieurs aux fonds classiques. En effet, ils sont moins volatiles, car ils ne contiennent pas d'entreprises qui pourraient jeter le discrédit sur leurs produits dans un avenir proche ou lointain. Parler d'influences négatives sur les revenus des institutions concernées, est une stratégie de nos opposant-e-s. Si nos caisses de pension avaient investi uniquement dans des placements durables il y a une année, notre avoir de prévoyance pourrait

être supérieur de 1000 francs par habitant-e- en moyenne. Ces meilleurs rendements compensent donc largement les éventuels frais de gestion supplémentaires.

« Les PME et les microentreprises qui représentent 98% des industries MEM seront particulièrement impactées par cette initiative. »

Nos opposant-e-s avancent ici l'argument que les grandes entreprises obtiendront toujours des financements de l'étranger ce qui n'est pas le cas des PME et des microentreprises. Cet argument est clairement utilisé pour faire peur à la population. D'une part, les industries MEM sont plus diversifiées que ce qu'avancent le Conseil fédéral. D'autre part, la notion de matériel de guerre est extrêmement bien définie dans la législation suisse. En effet, l'annexe de l'ordonnance sur le matériel de guerre contient une liste des produits qui sont considérés comme du matériel de guerre. Seules les entreprises qui fabriquent un ou plusieurs de ces produits seraient indirectement touchées par l'initiative sur le matériel de guerre. Toutefois, cela ne sera le cas que si le paragraphe 4 de l'initiative est rigoureusement mis en œuvre. De plus, les banques et les caisses de pension suisses investissent déjà couramment leur argent de manière passive en investissant dans des indices boursiers. Or les indices boursiers ne comprennent généralement ni les PME suisses ni les microentreprises. Enfin,

seules les entreprises qui réalisent plus de 5% de leur chiffre d'affaire annuel grâce à la production de matériel de guerre sont impactées par l'initiative. Il est donc évident que la plupart des entreprises de l'industrie MEM en Suisse ne remplissent pas ces conditions.

« Si la Suisse n'investit plus dans l'armement, d'autres le feront. »

Selon nos opposant-e-s, cette initiative ne changerait rien en matière d'offre et de demande sur le marché mondial. Affirmer cela revient à sous-estimer l'importance et l'influence de la place financière suisse. Le marché financier suisse est l'un des plus grands et des plus importants centres financiers du monde, puisqu'un quart des actifs mondiaux y sont gérés. The Global Financial Centres Index 27, classe la ville de Zurich au 14e rang des plus grandes places financières du monde. Si l'électorat suisse décide de ne plus verser un seul franc dans l'industrie internationale de l'armement, cela transmet un puissant message et contribue à voir enfin l'industrie de l'armement pour ce qu'elle est : un mastodonte destructeur qui a une dynamique dangereuse et autoritaire. Accepter l'initiative enverrait un signal extrêmement fort aux autres pays : l'industrie de l'armement met en danger notre avenir – et personne ne devrait financer cela.

..... ALINE BRESSOUD

## INTERNATIONAL

EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE

## CES SINISTRES AFFAIRES QUI NOUS RATTRAPENT

**Au cours des six derniers mois, les exportations de matériel de guerre ont de nouveau atteint des sommets. La collection d'art Bührle à Zurich montre à quel point l'argent issu du commerce de guerre reste un sujet de discussion pendant longtemps.**

Au cours des deux premiers trimestres 2020, la Suisse a exporté du matériel de guerre d'une valeur de 500 millions de francs, c'est-à-dire 184 % de plus que pour la période comparable de l'année précédente – et certaines transactions importantes semblent toujours en suspens. L'année record de 2011 avec des exportations de matériel de guerre pour 873 millions de francs suisses semble à portée de main. Le plus gros acheteur a été l'Indonésie avec 110 millions de francs, suivie du Danemark avec 80 millions et du Botswana avec 64 millions. Un regard plus

attentif sur l'Indonésie, principal acheteur d'armements suisses, révèle un bilan catastrophique en matière de droits humains : exécutions extrajudiciaires par des forces de sécurité, répression structurelle de minorités religieuses ou encore persécution de minorités sexuelles par l'État. Et lorsque les autochtones résistent à la déforestation dans leurs régions, ils sont confrontés à la répression étatique. Espérons que l'initiative corrective ou le contre-projet indirect du Conseil fédéral mettra bientôt un terme à cette activité.

## L'argent sale ne deviendra pas propre

La controverse autour de la collection d'art Bührle à Zurich montre que l'argent gagné grâce au commerce de guerre peut rattraper ses profiteurs même plusieurs décennies plus tard. Emil Bührle était l'un des plus grands exportateurs d'armes suisses pendant la Seconde Guerre mondiale et a fait fortune en vendant des armes aux puissances de l'Axe. Il a investi une partie de ces bénéfices dans une collection d'art qui sera bientôt exposée au Kunsthau de Zurich. L'indépendance de l'étude scientifique commandée par la ville de Zurich pour accompagner l'intégration de la Collection Bührle au Kunsthau a été récemment fortement remise en question dans la Wochenzeitung. L'un des

principaux auteurs de l'étude, l'historien Erich Keller, a critiqué le fait que des changements proposés – y compris de la part de la Fondation Bührle elle-même – qui auraient substantiellement lissé les contours du rapport aient simplement été adoptés par la direction du projet. La « Porte de l'Enfer » de Rodin devant le Kunsthau n'est pas un modèle à suivre en la matière puisque l'on peut y lire : « Don d'Emil Georg Bührle, 1947 ». Malheureusement, la suite de l'inscription, probablement encore plus importante, est manquante : « coulée sur ordre de Hermann Göring en 1942 pour le projet de musée du Führer Adolf Hitler à Linz ». Un autre exemple de perception sélective de l'histoire.

..... ADI FELLER

SPIRALE DE L'ARMEMENT

## ILLOGIQUE ET MENSONGER

**L'acceptation de l'achat de nouveaux avions de combat relevait du hasard. Les partisan-ne-s de cette acquisition ont affirmé que nous avons besoin des avions de combat pour garantir la sécurité de la population et notre liberté. Malheureusement, leur politique a l'effet contraire.**

Nous sommes probablement tou-te-s d'accord pour dire que les armes sont l'une des raisons principales pour laquelle les guerres sont aussi meurtrières qu'elles le sont aujourd'hui. De ce fait, toute personne qui utilise l'argument de « sécurité » devrait tout faire pour qu'il existe le moins d'armes possibles. On pourrait objecter et dire que cette logique est relativement naïve, car il y aura toujours des gens imprévisibles et avides de pouvoir. Acceptons cet argument qui, une fois de plus, est très populaire parmi les défenseurs des avions de combat. Or, si nous sommes convaincus de devoir nous protéger contre ces ennemis, ce serait sans doute une bonne idée de ne pas leur livrer des armes. Les partisan-ne-s de l'armement prétendent que cela est garanti grâce à notre loi sur l'exportation de matériel de guerre prétendument très stricte. Cependant, pendant la campagne de votation, le camp du OUI n'a cessé de répéter que l'ami d'aujourd'hui pourrait être l'ennemi de demain. C'est là que l'on remarque que l'argumentation du lobby des armes ne tient pas debout : si nous ne pouvons déterminer qui sont nos ennemis, alors nous ne pouvons pas être sûr-e-s que nous ne

livrons pas d'armement à nos ennemis potentiels. En 2019, 71 pays étaient sur la liste de distribution de l'industrie de l'armement suisse, donc 71 ennemis potentiels qui ont acheté des armes d'une valeur de 728 millions de francs. De plus, le lobby bourgeois de l'armement s'engage toujours pour que la BNS et les caisses de pension puissent continuer à placer leur argent dans des entreprises qui produisent du matériel de guerre. Leur argument : les rendements seraient moins bons si l'on excluait les producteurs d'armement.

## Ça suffit !

Il apparaît clairement que le lobby de l'armement se terrasse lui-même avec ses arguments contradictoires. Il contribue à la spirale de l'armement avant de clamer que nous devons nous protéger contre de potentiels ennemis armés jusqu'aux dents ; comme un pyromane qui voudrait nous persuader de nous protéger contre le feu. Or, la motivation réelle qui se cache derrière ces pseudo-arguments reste toujours la même : il s'agit de profiter du commerce des armes. Les perdant-e-s de ce deal sont, en

premier lieu, les personnes qui perdent la vie à cause d'armes « Swiss made ». Toutefois, en fin de compte, nous sommes toutes et tous perdant-e-s, car, à cause de cette logique, l'argent fait cruellement défaut dans des domaines essentiels, tels que la politique climatique, la politique sociale, l'éducation et la santé. Il devient

néanmoins également évident qu'un nombre croissant de personnes en ont assez de cette politique mensongère. Le résultat serré de la votation sur les avions de combat le prouve et nous motive à continuer à promouvoir une politique de paix.

..... MARTIN PARPAN



EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

## UN CONTRE-PROJET EFFECTIF À L'INITIATIVE CORRECTRICE A DE BONNES CHANCES

**La procédure de consultation concernant l'initiative correctrice a pris fin en juin 2020. Des partis allant des Verts au PDC préfèrent la variante 2 du contre-projet, ce qui est un bon signe.**

En mars 2020, le Conseil fédéral a envoyé deux variantes d'un contre-projet indirect à l'initiative correctrice en consultation. Tandis que la deuxième proposition remplit presque toutes les conditions de l'initiative correctrice, la première ne représente guère une amélioration. Il n'est donc que peu surprenant que des organisations bourgeoises telles que l'économiesuisse ou l'Union des arts et métiers rejettent non seulement l'initiative, mais aussi un contre-

projet indirect. Leur argument : ces projets nuiraient à la Base technologique et industrielle importante pour la sécurité (BTIS) ou en d'autres termes à l'industrie de l'armement. Ils suivent donc la devise de la maximisation du profit à tout prix, peu importe la souffrance humaine que cela cause.

Les prises de position des cantons sont plus réjouissantes. Parmi les 22 cantons qui se sont prononcés à ce sujet, 3 (SZ, OW et NW) rejettent

un contre-projet, onze sont en faveur de la variante n°1 et huit cantons, notamment les deux Bâles, Berne et Vaud sont pour la deuxième variante.

Si l'on se tourne vers le Parlement, l'image est encore plus positive. Sans grande surprise, seuls l'UDC et le PLR sont contre les revendications de l'initiative. L'UDC s'oppose catégoriquement à l'initiative et au contre-projet. De son côté, le PLR voit la variante n°1 comme celle du moindre changement. C'est probablement pour cela qu'il y est favorable. Les Verts, le PEV, les Vert'libéraux et le PBD, tous membres de la coalition contre les exportations

d'armes sont clairement en faveur de la variante 2. Le PDC se joint à eux, bien qu'il n'ait pas pris position dans le débat parlementaire autour de la motion du PBD, dont les buts étaient semblables à ceux de l'initiative correctrice. Le PDC a donc un avis tranché sur les demandes de l'initiative correctrice. Une majorité des deux chambres est ainsi en faveur de la variante n°2, qui représente un contre-projet effectif à l'initiative correctrice. Pour l'instant, il s'agira de prendre notre mal en patience, puisque le Conseil fédéral transmettra probablement son message au sujet de l'initiative ainsi qu'un contre-projet au parlement à la session d'hiver 2020 ou à la session de printemps 2021.

..... MORITZ LANGE

CRITIQUE DE LIVRE

## DE COÛTEUSES TURBULENCES

**Un livre montre à quel point l'acquisition d'avions de combat est sujette aux pannes et à la corruption depuis les années 1960**

Sepp Moser, le plus célèbre journaliste d'aviation en Suisse, a écrit son livre pour la campagne de votation. Mais son ouvrage est paru trop tard pour jouer un rôle dans celle-ci. Toutefois, grâce au résultat du dimanche 27 septembre, que l'armée ne doit qu'à la chance, son ouvrage est encore plus d'actualité. Il fournit de nombreux arguments pour justifier l'intérêt d'examiner de près l'achat d'avions de combat ainsi que leur vente.

L'auteur décrit la procédure pour l'acquisition de nouveaux avions comme étant d'un « manque total de transparence » – en réaction au rejet du Gripen à cause d'une « transparence

totale ». Cette fois, « les résultats des essais de type sont restés top secret ». Et donc « la population a dû approuver un budget de 6 milliards de francs sans savoir à quoi servirait l'argent ». Moser en conclut que de telles votations livrent des résultats douteux.

### Big Brother et Moulin Rouge

Moser, qui a déjà publié un livre sur les avions de combat en 1973, n'a rien de flatteur à dire sur les quatre constructeurs. Sous le titre « Big Brother est prêt à décoller », il décrit le contrôle des États-Unis sur l'utilisation de leurs produits. Moser note à propos du F-35 : « C'est le premier avion de ce type à posséder une liaison de données permanente vers les États-Unis. L'entièreté des données et des processus importants sont enregistrés et stockés. Ainsi, après chaque vol, les techniciens savent exactement si quelque chose doit être réparé ou ajusté. Cette technologie est positive pour les opérations quotidiennes – mais si les Américains coupent la liaison de données, l'avion n'est qu'à moitié opérationnel ».

Dans le cas du F/A-18E/F, le même principe s'applique, bien que sous une forme plus limitée. Moser a déclaré à propos des F/A-18CD d'aujourd'hui : « Lors des révisions dans les ateliers de la société Ruag à Emmen, des superviseurs américains sont sur les lieux. Ils démontent les composants sensibles de l'électronique servant au combat aérien, les amènent aux États-Unis pour révision, puis les réinstallent et les scellent. Il ajoute une phrase explosive : « La fonction de ces appareils n'est pas connue en détail des spécialistes suisses. » Vous avez dit souveraineté aérienne ?

Moser se montre certes moins méfiant à l'égard des deux autres fournisseurs. Mais eux non plus ne sont pas des héros dans le livre. Par exemple, l'Eurofighter est évoqué dans le chapitre sur la corruption en Autriche. Et l'entreprise française Dassault est présentée comme le fabricant qui, historiquement, s'est immiscé le plus fortement dans les processus d'achat suisses, même lorsque le produit était médiocre, comme l'avion de combat Milan (env. 1970). « Des hommes politiques et des journalistes ont été invités à participer à des 'missions d'enquête' en France qui comprenaient des entrées coûteuses au Moulin Rouge. »

Le dernier chapitre est particulièrement intéressant. Le spécialiste s'y demande si l'achat de « nouveaux avions de combat au sens moderne » a du sens. Il fait référence aux États-Unis, où les avions volent souvent sans pilotes. « Cette question n'est pas encore entrée dans le débat politique ».

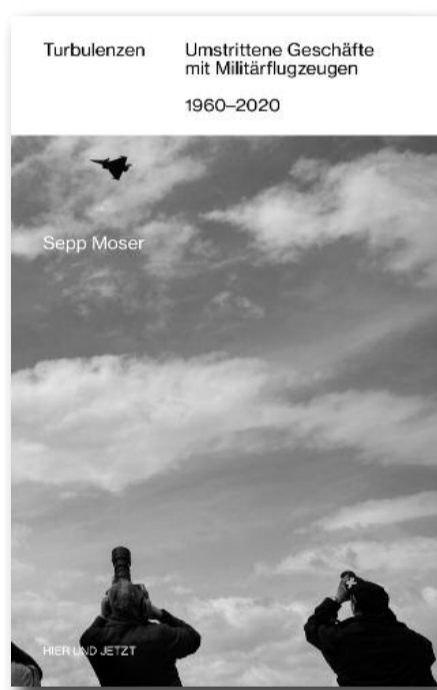
### Pilatus et Ikea

L'autre grand thème du livre est celui des avions Pilatus. Les titres sont ambigus : « Les avions d'entraînement ont du mordant » ou « Des affaires explosives ». Moser y raconte également sa propre expérience. Par exemple, lorsqu'il a révélé dans le Tagesanzeiger du 22 août 1969 l'utilisation de Pilatus-porter dans la guerre du Vietnam, qui a conduit à une interdiction temporaire d'exportation par le Conseil fédéral. Mais il se moque aussi du relâchement ultérieur de l'interdiction. Moser utilise l'exemple d'une armoire Ikea pour illustrer la définition de la loi sur le contrôle des biens concernant les avions d'entraînement qui ne sont pas « préparés pour un armement ultérieur » : « Tant que les ferrures et les vis ne sont pas incluses, l'avion ne peut pas être assemblé ».

Les expériences de Moser et ses descriptions pleines d'esprit font de son livre une lecture instructive et divertissante.

..... JOSEF LANG

Sepp Moser, *Turbulenzen. Umstrittene Geschäfte mit Militärflugzeugen* (1960-2020), Hier und Jetzt Verlag, 2020.



CONFLITS

## LA SUISSE NE SE TROUVE PAS DANS LE CAUCASE

**Aux confins de l'Europe, de vieux conflits resurgissent. Il ne s'agit pas d'une menace militaire pour notre pays, mais nous devons assumer notre responsabilité.**

Caucase, mer Égée, Biélorussie, Ukraine : les frontières de l'Europe semblent s'être enflammées ces derniers temps. Des conflits armés menacent ou ont déjà éclaté. Beaucoup de gens sont inquiets et ce à juste titre, car les guerres qui se profilent à l'horizon pourraient apporter d'immenses souffrances aux régions touchées.

Toutefois, ce ne sont pas de nouveaux conflits qui éclatent aujourd'hui : le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans la région du Haut-Karabakh n'est pas résolu depuis des décennies et le conflit entre la Turquie et la Grèce a éclaté plusieurs fois au cours des cent dernières années. Il paraît particulièrement absurde que ces deux pays se disputent actuellement des gisements de pétrole présumés qui ne pourront de toute façon jamais être exploités de manière rentable et qui, compte tenu de la crise climatique, devraient de préférence rester sous terre.

Le fait que des autocrates militaristes comme Poutine ou Erdogan veuillent utiliser la faiblesse des États-Unis pour reprendre de l'influence

sur d'anciennes parties de leur empire n'est pas nouveau non plus. Et tout le monde peut se douter que d'autres conflits qui couvent, par exemple au Kosovo ou en Bosnie, s'aggraveront à nouveau tôt ou tard, tant que leurs causes ne seront pas résolues.

### La Suisse a de la chance

Les partisans de l'achat de nouveaux avions de combat ont tenté d'utiliser cette incertitude à leur avantage : « Les conflits aux frontières de l'Europe se rapprochent de plus en plus. » Or, personne n'a pu expliquer exactement comment ce « rapprochement » se déroule. On a été tenté de supposer que les frontières de l'Europe se rapprochaient de plus en plus de nous en raison des déplacements des plaques tectoniques.

En réalité, la Suisse a tout simplement de la chance que les conflits qui l'entourent aient été résolus de façon définitive. L'Europe occidentale se trouve dans une situation semblable à celle de la Suisse vers 1920 : 70 ans plus tôt, des

guerres faisaient encore rage, mais personne ne pouvait imaginer qu'un conflit armé se reproduise et personne n'y avait un quelconque intérêt.

### Des contes de fée dans le journal

Pendant la campagne de votation sur les avions de combat, seule la Neue Zürcher Zeitung (NZZ) a tenté de formuler un scénario de menace concret. Les événements se dérouleraient ainsi : le conflit entre la Grèce et la Turquie s'intensifie de plus en plus. La France a pris le parti de la Grèce. Erdogan veut se venger. Jusqu'ici, cela semble plausible. Mais comment la NZZ fait-elle intervenir les forces aériennes suisses ? C'est là que le scénario devient très bizarre : la Turquie prévoit de survoler les Balkans et les Alpes pour bombarder certaines cibles en France.

Le scénario de la NZZ montre involontairement pourquoi le DDPS n'a pas voulu présenter de scénarios de menace concrets avant la votation sur les avions de combat. En effet, pas besoin d'être un-e expert-e pour voir qu'une telle mission est complètement irréaliste. Bien en-

tendu, la Turquie ne survolerait pas au moins quatre pays – dont deux sont des États de l'OTAN – pour se venger de la France. D'une part à cause du fiasco diplomatique que cela provoquerait pour Erdogan, mais surtout parce que cette opération nécessiterait énormément d'avions ravitailleurs pour accompagner les autres sur une partie du trajet. Si les avions de combat turcs eux-mêmes n'étaient pas interceptés assez tôt, les avions ravitailleurs le seraient certainement.

### Prendre ses responsabilités

La Suisse n'est certes pas menacée militairement par les conflits qui éclatent. Néanmoins, nous portons une responsabilité. Nous exportons du matériel de guerre, notamment vers le Caucase, dans les pays baltes et dans les États de la mer Égée. Et nous ne pouvons pas intervenir si nos institutions financières décident de participer au financement des affaires des autocrates.

En parallèle, la Suisse doit développer ses bons offices et ses activités de promotion civile de la paix. Dans son propre intérêt, mais aussi pour protéger les populations des régions touchées par des conflits.

..... ANDREAS WEIBEL

## LA DERNIÈRE

SECRETARIAT

## AU REVOIR LEWIN ET BIENVENUE JONAS

Après cinq années de travail en tant que secrétaire politique, Lewin Lempert quitte son poste. Le secrétariat du GSsA perd ainsi un pacifiste engagé et un collègue dévoué. Heureusement, nous avons trouvé en la personne de Jonas Kampus un précieux nouveau collaborateur.

Lewin Lempert était une des personnalités influentes du GSsA de ces dernières années. Il a, entre autres, fortement contribué au succès de la campagne contre l'achat de nouveaux avions de combat. Il ne travaillera dorénavant plus au secrétariat, mais restera heureusement actif au sein du GSsA, plus précisément dans la coordination. Il pourra donc observer Viola Amherd et ses décisions d'achat de très près. Qu'il s'agisse du F/A-18 Super Hornet, de l'Eurofighter Typhoon ou du F35-A, Lewin connaît les caractéristiques et les défauts de ces quatre modèles par cœur. Nous savons donc que si d'aventure nous devons à nouveau récolter des signatures pour un projet dans ce domaine, Lewin y participera activement. Car pour lui, la politique de sécurité constitue bien plus qu'un domaine d'activité, c'est une véritable

passion. Cher Lewin, nous te souhaitons le meilleur pour ton avenir et te remercions du fond du cœur pour ton excellent travail !

Le nouveau membre du secrétariat de Zurich sera Jonas Kampus. Il a obtenu sa maturité en juin et vient de commencer ses études d'économie politique et de physique à l'Université de Zurich. Malgré son jeune âge, Jonas a beaucoup d'expérience dans les médias et l'activisme, notamment grâce à sa participation à l'organisation de la Grève du Climat. Ces qualités se révéleront certainement être des atouts dans son travail pour le GSsA. Ayant participé à la création de l'un des mouvements sociaux les plus importants de l'histoire récente en Suisse, il saura certainement nous aider à formuler et définir le prochain projet du GSsA, puisque les campagnes de votation sur les avions de combat

et sur l'initiative contre le commerce de guerre sont respectivement terminée et à bout touchant. Cher Jonas, nous nous réjouissons de t'accueillir au sein de l'équipe du secrétariat et de travailler avec toi !

..... LAURA RIGET

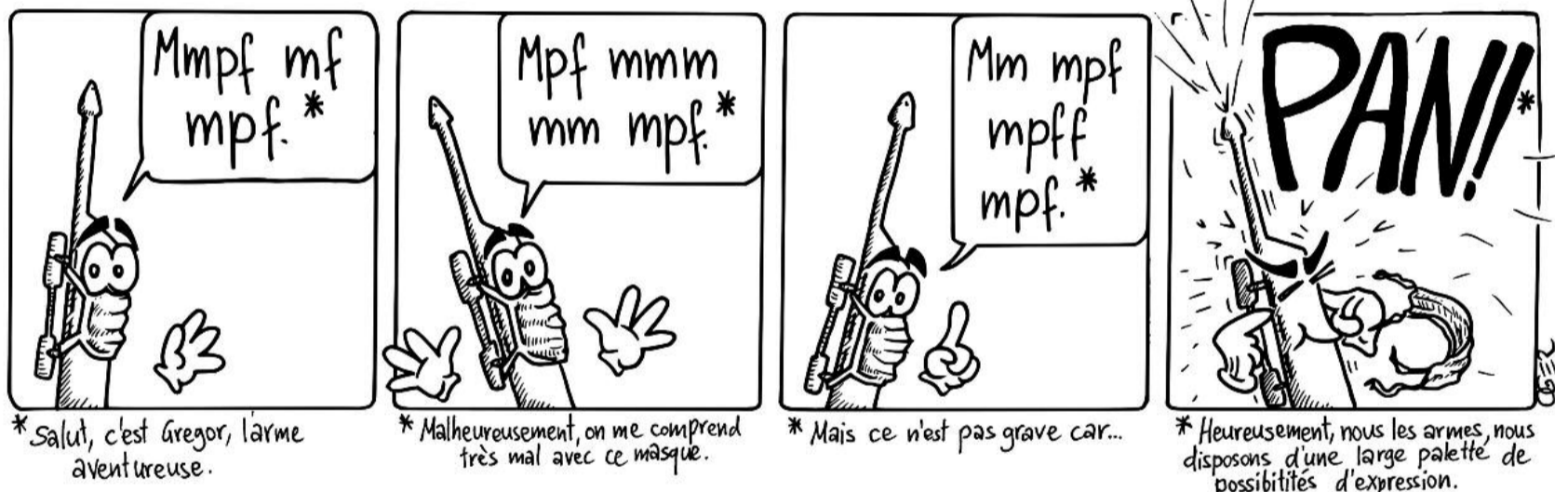


Jonas Kampus est le nouveau secrétaire du secrétariat de Zurich.  
Photo : Grève du Climat

## GREGOR

## Les histoires de l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.  
[www.facebook.com/gregor.gewehr](http://www.facebook.com/gregor.gewehr)



## TALON DE COMMANDE



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	<b>Frais de port</b>					<b>Fr. 4.80</b>
<b>Somme totale de la facture</b>						

Commande: GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch)

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail